

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
14 janvier 1977

No 605

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le film «Le shérif» censuré

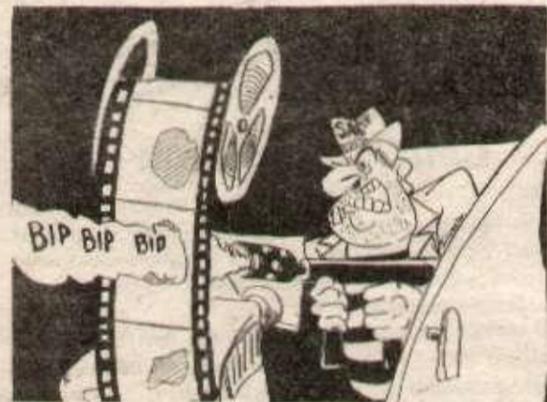
LE SAC DICTE SA LOI

Sur la demande de cette police parallèle baptisée le SAC, le film «Le Shérif» qui devait être projeté à partir de mercredi a été interdit jusqu'à ce que le nom du SAC en soit supprimé.

Ce film, il est vrai, traite d'une affaire plus que gênante pour ce ramassis de gangsters : l'assassinat du juge Renaud. Il y a un peu plus d'un an, le juge Renaud menait l'enquête sur plusieurs affaires dans lesquelles le nom du SAC apparaissait. Et l'on dit qu'il était sur le point de faire d'importantes déclarations.

Renaud enquêtait notamment sur le hold-up de la poste de Strasbourg qui servit dit-on à alimenter les caisses de l'UDR. Il enquêta également sur l'affaire des «ferrailleurs» de Lyon à laquelle était mêlé le frère du trésorier de l'UDR.

Au cours de ces dernières années, de multiples affaires survenues dans la région lyonnaise ont mis en lumière les activités criminelles du SAC, les liens des partis au pouvoir et de la police avec les gangsters. D'ailleurs l'ancien responsable local du SAC, Jean Auge, abattu en 1973, n'était-il pas lui-même un des gros bonnets du trafic de la drogue, dont on dit qu'il aurait ordonné l'incendie du dancing le «Cinq-sept» qui provoqua la mort de plus de cent jeunes ?



Ils peuvent même dicter impunément leurs ordres à la justice bourgeoise. C'est en vertu d'un jugement de référé rendu mercredi que le film «Le shérif» se voit amputé d'une scène où un truand exhibait sa carte du SAC. Le nom de l'organisation, prononcé 18 fois dans le film, sera remplacé par autant de «Bip-Bip» sonores.

C'est que, comme l'a dit aux actualités télévisées, un commentateur d'Antenne 2, s'il est indéniable que le SAC a été mêlé d'innombrables affaires de drogue, d'assassinats et d'escroquerie, «la justice n'en est pas pour autant au service de la vertu et n'a fait que reconnaître l'existence légale de cette organisation et défendre ses intérêts».

Plus d'un an après, les assassins du juge Renaud courent toujours et cette nouvelle affaire prouve qu'ils ont de solides protections.

Conférence de presse de la librairie arabe

Nouvelles révélations sur l'assassinat de Mahmoud Saleh

Lors de la conférence de presse tenue mercredi à la Mutualité, la Librairie arabe par la voie du professeur Vincent Montell et d'un responsable de la GUPS a dévoilé des faits très révélateurs concernant l'assassinat de Mahmoud Saleh.

Ainsi 3 jours avant l'assassinat, des inscriptions sionistes avaient été peintes

sur la librairie et le 29 décembre, Mahmoud Saleh de retour d'un voyage à l'étranger, avait été interpellé par la DST qui avait photocopié les papiers et documents qu'il portait et saisi son passeport : il ne pouvait donc plus quitter la France.

D'autre part, un livre

signé Pinnin (correspondant du Times en Israël) et intitulé «Vengeance après Munich», «prédit» la liquidation par le Mossad (services secrets israéliens) de plusieurs Palestiniens «soupçonnés» d'être pour quelque chose dans cette affaire... dont Mahmoud Saleh !

[Suite p. 3]

Une question de plus en plus souvent abordée

COMMENT FAIRE FACE A UNE GUERRE ECLAIR DE L'URSS ?

Depuis quelques temps, un débat est engagé dans les milieux militaires de la bourgeoisie française sur la façon de faire face à une agression de l'URSS. Le fait que cette éventualité soit aujourd'hui envisagée de façon explicite et que l'on discute de la manière d'y faire face concrètement est la preuve que la menace et les préparatifs de guerre de l'URSS sont de plus en plus évidents. De plus en plus, la question posée n'est pas de savoir comment approfondir la prétendue «détente», mais comment faire face à une agression soviétique.

D'une façon générale, l'hypothèse la plus souvent retenue est celle d'une «guerre éclair» menée par l'URSS, et on retient l'éven-

tualité qu'il s'agisse d'une guerre éclair nucléaire.

Comment y faire face ? Tel est le thème de la discussion engagée dans les hautes sphères de l'armée bourgeoise. C'est ainsi que dernièrement, le général Thery a apporté son point de vue sur la question. Reprenant un point de vue qui est celui de toute la bourgeoisie, il fait de l'attitude vis-à-vis d'une telle agression une simple affaire technique.

«Tout déclare-t-il, repose sur l'armement nucléaire tactique». «Il faut, ajoute-t-il, que l'arme nucléaire tactique stoppe sur le champ toute attaque massive ennemie selon le principe du fameux «on ne passe pas» de Verdun. L'avant se fait enfoncer, si l'ennemi réussit à s'infiltrer alors la dissuasion n'existe plus et, même, la guerre est perdue».

On voit le point de vue capitulaire qui se profile derrière : tout dépend de la technique nucléaire, sinon

tout est perdu. Le peuple pour ces messieurs, n'existe pas : c'est ainsi qu'il affirme que pour faire face à une agression de l'URSS, il suffirait de 100 000 hommes. Plus exactement, ils ont peur du peuple, sachant très bien la haine qui grandit contre le système capitaliste et que dans une situation de guerre, les aspirations révolutionnaires ne manqueraient pas de se développer. C'est bien pourquoi, ils ne veulent surtout pas que le peuple intervienne. C'est pourquoi, aussi, le général Thery, faisant écho à Chirac, déclare : «Il est désormais nécessaire de partir des réalités nouvelles pour concevoir un système de conscription ou de volontariat mieux adapté aux exigences de la défense».

Ce qui, en clair, signifie s'orienter vers une armée de métier, utilisable en toute circonstance selon les besoins de la bourgeoisie, et surtout contre le peuple.

PS, PCF complices des assassins sionistes

Protestant contre la libération du leader palestinien, Abou Daoud, Defferre a déclaré : «Le Parti socialiste au pouvoir, lui, aurait assumé toutes ses responsabilités dans cette affaire». Voilà un commentaire non équivoque ! Il affirme clairement que le PS entend être fidèle à sa complicité traditionnelle avec les assassins sionistes.

Le PS au pouvoir, Abou Daoud était condamné ou bien extradé en RFA ou en Israël. On peut toujours attendre un démenti de Mitterrand dont les sympathies pro-sionistes sont connues de tous.

Mais Defferre aurait pu, sans se mouiller outre mesure, associer ses compères PCF de l'Union de la gauche dans cette déclaration, sans risquer non plus leur désaveu. L'Humanité du jeudi 13 janvier publiée en effet, en bonne place de sa page 8, un placard publicitaire pour le film américain «Raid sur Entebbé», hymne à la gloire des assassins sionistes.

Afrique du Sud

Nombreuses arrestations de patriotes africains

Un grand nombre de «terroristes et de saboteurs» ont été arrêtés ces jours derniers par la police sud-africaine annonce la presse à la botte du raciste Vorster.

Les quotidiens sud-africains qui pavoisent à cette nouvelle, annoncent que ces personnes seront jugées prochainement et que la plupart de ces arrestations ont eu lieu dans la province du Transvaal. Ils estiment également qu'il faut s'attendre à d'autres arrestations prochaines, toutes visant des noirs. Déjà depuis juin 1976, onze détenus politiques africains sont morts sous la torture, en prison. Mais Vorster peut bien remplir ses prisons, il n'empêchera pas que pour l'Afrique australe, l'heure de la libération est sur le point de sonner.

La parole aux enfants du peuple p.7

Pérou

Les pêcheurs d'anchois en grève depuis deux mois

Malgré l'état d'urgence en vigueur au Pérou et l'interdiction des grèves qui en découle, les pêcheurs d'anchois péruviens en sont à leur deuxième mois de grève. Ils luttent contre le renvoi massif prévu par le gouvernement qui condamnerait plus de la moitié d'entre eux au chômage et pour le maintien des droits acquis tout au long de dures années de lutte, tel que le droit à un salaire pendant les mois de fermeture de la pêche, la défense de leur droit

En juillet dernier, le gouvernement du général Francisco Morales Bermudez, prétextant la mauvaise situation économique de l'entreprise d'État créée lors de la nationalisation, décida de revendre les embarcations de pêche à des capitalistes privés. L'entreprise d'État devait disparaître et il ne resterait plus à ses 10 000 pêcheurs qu'à essayer de se recaser dans les futures entreprises sans que leur soit reconnu aucun droit et alors que le gouvernement parlait d'un surplus de 5 000 pêcheurs et de la nécessité de «rationaliser» la pêche autrement dit de réduire le nombre de pêcheurs.

UNE LUTTE EXEMPLAIRE

La Fédération des pêcheurs, seul syndicat du secteur qui regroupe la presque totalité des travailleurs s'élevait aussitôt contre la mesure de dénationalisation. Elle exigeait que le gouvernement garantisse du travail pour tous dans les futures entreprises, le paiement du salaire pendant les mois de fermeture de la pêche, la prise en considération de l'ancienneté de l'entreprise d'État pour le calcul du salaire et de la retraite et que continue d'être reconnue leur Fédération menacée d'illégalité sous le prétexte du nouveau statut du secteur de la pêche.

La pêche n'avait pas encore ouvert et le ministre chargé du secteur accusait «un groupuscule de dirigeants syndicaux de refuser la "rationalisation" de la pêche pour saboter la production en obéissant à des consignes de l'étranger».

En octobre, quand le gouvernement décréta l'ouverture de la pêche d'anchois, les 10 000 pêcheurs tout au long du littoral refusèrent de prendre la mer. Les menaces du ministère de l'Intérieur qui leur rappelait que l'état d'urgence était

syndical et la reconnaissance de la Fédération des pêcheurs du Pérou (FPP) qui les regroupe tous.

Le secteur de la pêche d'anchois, secteur-clé de l'économie péruvienne puisqu'il fournit 30 % des devises du pays, avait été nationalisé en 1973 par le gouvernement du général Juan Velasco Alvarado. L'anchois («anchoveta») est la matière première de la farine de poisson utilisée dans la fabrication d'aliments composés pour le bétail.

«ceux qui voulaient travailler» : rien n'y fit.

Les pêcheurs nommèrent une direction provisoire et poursuivaient la grève.

Les femmes s'organisaient pour soutenir leurs maris et préparaient ensemble la nourriture pour toutes les familles dans «la marmite commune» grâce à l'appui des autres secteurs de la classe ouvrière, des paysans et des étudiants.

Les pêcheurs refusèrent les bons offices de la CGT péruvienne (sœur en trahison de la CGT française) qui leur recommandait de cesser



toujours en vigueur, l'arrestation de douze membres de la direction syndicale sur quatorze, l'encercllement par la police pendant plusieurs jours des pêcheurs d'un des ports dans leur local syndical, sans eau, sans nourriture et sans électricité, le décret de mise à pied générale avec la promesse de réembaucher

l'affrontement avec le gouvernement et de reprendre le travail en engageant le dialogue sans aucune garantie préalable.

LES SABOTEURS DEMASQUÉS

Le gouvernement inventa alors de toutes pièces un «commando terroriste de pêcheurs» et accusa la Fédération de s'être livrée à divers attentats à la bombe sur tout le littoral. Prenant prétexte de ces soi-disant «attentats», le ministère de l'Intérieur déclara la Fédération illégale et «délivra les pêcheurs de l'obligation d'obéir à ses consignes» !

Cependant au bout de plusieurs semaines, le refus du soutien de la part de la CGTP, ses pressions pour que les pêcheurs cessent la grève, de concert avec la Confédération des travailleurs de la Révolution péruvienne (CTRP) créée par le gouvernement allaient confondre la direction provisoire.

Celle-ci sans grande expérience et sans grande clarté sur le caractère de ces deux «grandes» centrales, se sent isolée et démoralisée par le manque de soutien de leur part sans lequel, pense-t-elle, il n'est pas possible de poursuivre la grève.

C'est ainsi qu'elle décide d'occuper le siège de la Fédération des employés de banque, principale base de la CGTP et dont le secrétaire général est à la fois secrétaire général de la Confédération révisionniste pour y commencer une grève de la faim afin de forcer ainsi la CGTP, pense-t-elle, à leur offrir son appui et passer à une action de solidarité.

Ils vont avoir l'occasion d'apprécier le véritable caractère de cette centrale le secrétaire général en personne vient les menacer de faire appel à la police s'ils ne dégagent pas les lieux immédiatement.

Pour eux, c'est la démolition totale. Sous les «conseils» des dirigeants de la CGTP, ils se rendent au ministère et signent un appel aux pêcheurs pour qu'ils reprennent le travail.

Aussitôt, les bases s'élèvent contre cet appel et dénoncent la direction provisoire. Tout au long du littoral en assemblées de base ils réaffirment leur volonté de poursuivre la lutte. Depuis la prison, les dirigeants de la fédération appuient les bases. La direction provisoire reconnaît son erreur et rectifie. Les quelques pêcheurs qui, à l'appel de la direction provisoire, avaient repris la mer, rentrent au port et poursuivent la grève.

Le gouvernement est obligé de faire savoir au marché de Chicago qu'il ne pourra pas honorer ses engagements de vente de farine de poisson.

Aujourd'hui les pêcheurs continuent leur lutte, décidés à ne pas fléchir malgré la fermeture de la pêche qui approche.

Cahoussaq Massi.

Procès de Casablanca

Grève de la faim des inculpés

Pour protester contre le déroulement des débats et les conditions de leur détention, les 139 inculpés présents au procès des marxistes-léninistes de Casablanca ont entamé mercredi une grève de la faim de 48 heures.

Mardi, deux d'entre eux avaient été expulsés du tribunal après avoir annoncé le début de cette grève. Ce procès s'est poursuivi mercredi, émaillé d'incidents. Deux autres inculpés ont été expulsés de la salle pour avoir refusé de répondre aux questions du président du tribunal concernant leur appartenance à une organisation politique.

L'un des avocats, Me Touajni, du Barreau de Casablanca, a reproché au président du tribunal, M. Afazaz Ahmed, de ne pas interroger les inculpés sur le fond, à savoir l'atteinte à la sûreté de l'État, et a fait remarquer à la Cour que la plupart des questions posées avaient trait à l'appartenance des inculpés à des organisations clandestines, délit passible de prison, alors que l'atteinte à la sûreté de l'État est passible de la détention perpétuelle.

Ce qui prouve l'embarras du régime d'Hassan II car la courageuse attitude des inculpés de Casablanca et leur juste cause commence à se diffuser dans tout le pays.

USA

Nouvelle affaire d'espionnage soviétique

Un espion opérant au profit de l'URSS a été arrêté aux USA le 7 janvier annonce le Bureau fédéral d'investigations (FBI) américain.

L'espion soviétique Ivan Rogalsky était un ancien matelot de la marine marchande soviétique «passé à l'Ouest» en 1971. Bénéficiant d'un statut de résident étranger permanent, il se spécialisait dans la collecte des documents secrets sur les projets spatiaux américains, notamment ceux concernant un système de navette spatiale.

Rogalsky passera en jugement aux USA. Mais celui à qui il refilait les informations ne connaîtra pas ce sort réservé aux sous-fifres. Il s'agit d'un dénommé Karpov, deuxième secrétaire de la mission soviétique à l'ONU, agent notoire du KGB.

Le FBI envisage toutefois l'expulsion de ce diplomate-espion. Dans les mêmes jours, c'est le Consul de Pologne au Danemark qui vient d'être prié de quitter le pays dans le délai de 48 heures pour cause d'espionnage.

Canada

Curieux équipage

La cour de Halifax, au Canada, vient de condamner les capitaines de trois navires cubains à des peines d'amendes pour avoir violé les eaux territoriales canadiennes au large de la Nouvelle-Écosse. Fait divers banal chez des élèves fidèles du social-impérialisme, dira-t-on.

Mais en fait les capitaines de deux des navires arraisonnés, qui ont d'abord nié violemment les faits pour ensuite les reconnaître, sont eux-mêmes soviétiques.

Ainsi donc, le social-impérialisme, non content des agissements illégaux de sa propre flotte, use des bateaux de ses mercenaires pour se livrer à la piraterie.

Sans doute est-ce là la contribution des révisionnistes cubains à l'internationalisme prolétarien revu et corrigé par Brejnev.

Cisjordanie occupée

Grève de la faim de prisonniers arabes

Un détenu arabe dans la prison israélienne d'Ascalan aurait trouvé la mort et plus d'une dizaine seraient dans un état grave à la suite de la grève de la faim qu'ils ont déclenché depuis près d'un mois.

Près de 500 détenus arabes ont commencé une grève de la faim qui est entrée déjà dans la cinquième semaine, en signe de protestation contre le mauvais traitement dont ils sont l'objet.

Les parents de ces prisonniers ont sollicité l'intervention des maires des localités arabes et des consuls étrangers à Jérusalem auprès des autorités d'occupation israélienne. Les autorités sionistes n'ont pas daigné y répondre.

ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :
1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F
LA CHINE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
LITTÉRATURE CHINOISE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
ENVOYER VOS ABONNEMENTS
REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

A quand le contrôle soviétique du marché européen des engrais ?

Les dirigeants du faux parti communiste français l'ont souvent répété depuis le début de la crise, « le développement des échanges avec l'Union soviétique permettrait de résoudre la crise ». Ces dernières années, il semble bien que certains trusts monopolistes aient écouté ce langage de sirènes... notamment dans les secteurs dits « stratégiques ». Cela n'a rien d'étonnant, quand on sait qu'une des caractéristiques principales de la crise est le blocage des débouchés des produits industriels sur le marché mondial, et que l'URSS fait miroiter d'intéressantes perspectives d'achats pour ces produits.

Ainsi, depuis le début de 1976, il a été signé par différents groupes monopolistes de notre pays pour 3,4 milliards de francs de contrats avec l'URSS, dont 1,27 milliards la semaine dernière.

Ce dernier contrat, c'est Speichim (groupe Empain-Sneider) qui l'a signé pour la construction en Biélorussie de trois usines d'engrais chimiques complets qui représenteront la plus

grosse installation au monde de traitement du chlorure de potasse. Ces contrats font d'ailleurs suite à celui de l'APEC (azote et produit chimique, autre filiale du groupe), qui s'est chargée de construire sept usines d'engrais liquides entre la Baltique et la Mer Noire.

A noter encore, que la société franco-belge Coppée-Rust a signé cette année un contrat pour la réalisation de quatre usines d'acide phosphorique en URSS.

Il est clair que cette demande de construction d'usines d'engrais par les révisionnistes soviétiques est liée étroitement aux difficultés extrêmes du secteur agricole de l'URSS depuis la restauration des rapports de production capitaliste à la campagne. Ainsi la production d'engrais de l'URSS devrait atteindre dans les quatre prochaines années, 143 millions de tonnes, contre 90 en 1975. Et, ce qu'indique tout de suite ce chiffre, c'est que cette production dépassera largement les besoins de l'agriculture soviétique.

Cette production sera exportée dans les pays sous son contrôle politique et militaire, mais il y a tout lieu de penser qu'elle le sera aussi en direction de l'Europe occidentale. Or, il est bien connu que le secteur de la production des engrais est stratégique, puisque de lui, dépend, dans la plupart des pays capitaliste développés, la production agricole, qui est basée sur la culture intensive, notamment pour les céréales.

A terme donc, les sociaux-impérialistes pourraient disposer d'une arme économique, permettant de faire pression sur différents pays européens, comme le pratique l'autre superpuissance avec ses fournitures de soja, pour la production d'aliments de bétail.

Ainsi, se manifeste très concrètement cet esprit munichois de la bourgeoisie monopoliste de notre pays — apparu à Helsinki —, et qui a sa source dans la recherche du profit maximum et l'identité de classe entre les classes dominantes d'ici et de là-bas.

Faculté de Nanterre Contre la répression

SOYONS A L'OFFENSIVE

Depuis la rentrée scolaire, on assiste à une répression tous azimuts de la bourgeoisie. Son objectif est clair : il s'agit de liquider toute résistance, de briser toute opposition organisée à la mise en place des réformes, à une politique délibérée de restrictions et d'encadrements.

D'une part, les coups de force répressifs se multiplient en particulier le non-règlement pour le 2^e trimestre de l'ensemble des moniteurs (1). Actuellement, soutenus par tous les étudiants, ces derniers définissent les modalités d'action pour riposter à cette attaque.

D'autre part, et cela aussi est lié aux luttes récentes, les fascistes essaient de s'implanter à Nanterre. Pas question de les laisser s'exprimer ! GAJ ou GUD ou RENR (étiquette qui désigne l'ex « Comité pour la reprise des cours » de mai-juin derniers), il n'est pas question de les laisser apparaître en tant que force politique comme ils cherchent à le faire. On sait trop bien ici ce qu'ils ont fait de Dauphine ou d'Assas.

Enfin, prochainement, trois étudiants, dont un Marocain, vont être défé-

rés devant le conseil de discipline. Ils risquent de ne pouvoir se présenter à aucun examen pendant 5 ans ou plus. Pourquoi ? Pour avoir soi-disant « copié » à un examen. Lacaze, le professeur dénonciateur, membre du PS et Vigier, président du conseil de discipline qui aime bien se présenter finement comme « pas si réactionnaire que ça », en profitent pour faire de grands discours sur la fraude... « à l'origine de la dépréciation des diplômes universitaires ». Ils taisent ainsi que s'il y a parfois fraude, c'est bien à cause du type même d'examen (compilation, bourrage de crâne, etc.) qu'on impose aux étudiants.

Derrière cette histoire, se cache un nouveau coup de sonde de la bourgeoisie pour tester notre capacité de lutte, pour voir si on est prêts à accepter sans broncher les « nécessaires mesures d'assainissement » qu'elle entend imposer à l'université.

Rappelons que le conseil de discipline ne s'est pas réuni depuis 68, date à laquelle il a siégé pour juger Cohn Bendit.

Ils sont tombés sur un os :

la mobilisation a été immédiate : tracts, affiches, pétitions appellent :

1) à l'annulation de la sanction

2) à la dissolution du conseil de discipline

3) à l'annulation d'un avertissement qui touche une employée administrative pour « retards et familiarité avec les étudiants ».

Une assemblée générale est convoquée pour le jeudi 13 et un appel a été lancé pour interdire la tenue de l'instruction de l'affaire mardi prochain.

les communistes marxistes-léninistes de la fac de Nanterre.

(1) Les moniteurs sont embauchés comme bibliothécaires 8 heures par semaine, pour 700 F par trimestre, sans aucun statut. Malgré tout, ces postes, acquis en 1968, représentent une aide minime mais réelle pour certains étudiants.

Depuis la grève de 1974 où les moniteurs avaient refusé de forcer les piquets de grève pour ouvrir les bibliothèques, les conseils d'UER cherchent à les liquider. A noter que nombre de profs de « gauches » (PSU, PCF) se retrouvent dans ces comités où ils sont investis d'un véritable rôle de patrons (embauche, licenciement). C'est ainsi que récemment à Nanterre, ils ont refusé l'embauche d'une militante de la JCMLF manifestement en raison de sa participation à la grève de l'an dernier.

Saint-Flour

22 TRAVAILLEURS TURCS EXPULSES

22 travailleurs immigrés de nationalité turque ont été brutalement expulsés lundi matin à Saint-Flour (Cantal) de leurs logements par un détachement de CRS et de gendarmes. Embarqués de force dans deux autocars dont la destination n'a pas été révélée, ils devaient être aussitôt expulsés du territoire français et réexpédiés en Turquie.

Ces 22 travailleurs étaient employés par l'entreprise de travaux publics « André Rozière » de Saint-Flour, sans contrat de travail régulier. Le patron réalisait ainsi,

sur leur dos, depuis 1974, de fructueux bénéfices tout en leur interdisant la possibilité de régulariser leur situation aux yeux des autorités françaises. Ce n'est pas le patron qui est sanctionné bien entendu, mais les ouvriers qu'il exploitait. C'est la règle dans cette société pourrie qui a expulsé, en 1976, 4 000 de nos frères immigrés, soit en moyenne une douzaine par jour. Mais c'est la règle aussi que travailleurs français et immigrés resserrent leur unité de combat pour se préparer à abattre leur exploitateur.

NOUVELLES REVELATIONS SUR L'ASSASSINAT DE MAHMOUD SALEH

Suite de la p. 1.

Concernant les rapports entre le dit Mossad et la DST, le « créateur » de cette dernière, le nommé Wibot raconte dans son livre « Bataille pour la DST » qu'à la demande d'Israël, il a lui-même mis sur pied le Mossad ! Quant au directeur actuel de la DST, c'est un policier de carrière qui a été nommé par Poniatowski.

Dans le dossier qu'il a remis au juge Galmiche en 1973 ainsi qu'au directeur du cabinet de Poniatowski, et qu'il se propose de rendre public, le professeur Monteil parle du rôle du colonel Liberman, ancien attaché militaire israélien en France et officier supérieur du Mossad sous le nom de Livnat, dans l'assassinat de Mahmoud Hamchari. Ce Liberman avait une carte d'identité française (ce qui est théoriquement impossible pour un Israélien et qu'il n'a donc pu obtenir qu'avec de hautes complicités).

Un nommé Gehmer, condamné à 5 ans et demi de prison en Norvège pour avoir participé au meurtre d'un Marocain propalestinien : Bouchéri et relâché sur pression d'Israël, est de ceux qui ont assassiné Mahmoud Hamchari. La DST l'a eu « entre les mains »... et l'a relâché.

Comme de nombreux observateurs le disent, le terrorisme israélien a pour plaque tournante Paris : les complicités qu'il y trouve en sont la cause !

Une puissante manifestation a eu lieu à Sabastia, village natal de Mahmoud Saleh, en Palestine occupée, derrière les portraits du martyr et de Yasser Arafat. Les sionistes qui ont peur d'un Palestinien même mort ont refusé que Saleh soit enterré dans son village : il sera au cimetière des martyrs au Liban, à la demande de ses parents et de l'OLP.

La GUPS prévoit le 23 janvier à 16 heures salle B de la Mutualité, à l'occasion du 12^e anniversaire du déclenchement de la lutte

armée en Palestine, un meeting sur l'assassinat de Saleh et l'affaire Abou Daoud avec la participation de l'OLP, un film et des chants palestiniens.

Après la libération d'Abou Daoud Le vacarme des sionistes ne peut cacher leurs crimes

Les commentaires se multiplient après la libération d'Abou Daoud. C'est l'occasion pour les sionistes et ceux qui les soutiennent dans le monde de faire grand tapage : des USA où Carter se déclare « grandement surpris et profondément troublé » à l'Allemagne Fédérale, c'est un concert qui cadre mal avec le terrorisme sioniste, assassinant en plein Paris comme dans les villages ou camps de réfugiés palestiniens, et qui voudrait faire passer pour

terrorisme la lutte légitime du peuple palestinien.

La cause sioniste est bien ternie pour en être réduite à ces concerts de casseroles pour tenter de redorer son blason.

La vérité est que les sionistes n'ont plus que les assassinats, les opérations de ce genre et l'intoxication pour tenter de briser leur isolement grandissant !

On ne peut qu'y trouver la certitude que le peuple palestinien vaincra !

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



la France des luttes

La crise en Lorraine (6) LUTTER CLASSE CONTRE CLASSE ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Restructurer, moderniser la sidérurgie, tels sont donc bien les buts de la classe bourgeoise, et cela nécessairement au prix de multiples licenciements, d'une intensification générale de l'exploitation, d'une dégradation des conditions de travail et d'existence.

L'ampleur de la «restructuration» est à la mesure de la crise et la couleuvre à faire avaler aux travailleurs est d'autant plus grosse. Tous les partis bourgeois (de droite à gauche) sont «mobilisés», selon le titre d'un quotidien régional, pour mieux la faire passer bien sûr !

Les uns (ceux de la «majorité») en appellent à l'«union sacrée au-delà des clivages politiques». Le PCF quant à lui, se propose de «ne pas laisser le champ libre aux trusts allemands qui agissent dans le cadre

d'Eurofer...»

Les disputes vont bon train dans les municipalités (les gaullistes préfèrent voter pour le PS plutôt que d'être sur des listes JJSS), conseil régional (JJSS contre le RPR) et autres organismes où s'agitent les zélus.

Les uns espèrent renouveler la reconversion «réussie» du bassin houiller (après la crise de 60) avec l'aide des «subventions» de l'État ou sa prise de participation (comme le PS et les gaullistes).

Le PCF avance sa solution miracle de nationalisation dans le cadre de laquelle il saurait mettre en œuvre l'expérience du maître social-impérialiste russe qui s'y connaît dans l'art «d'élever la production du travail par la réduction du nombre d'employés» (voir la fameuse expérience Chékine, actuellement généralisée en Russie et la cadence

record atteinte, selon l'agence Tass, dans les aciéries de l'URSS qui est d'ailleurs le premier producteur mondial d'acier avec 141 millions de tonnes en 1975 : industrie d'armement oblige !)

Les uns et les autres sont naturellement très «préoccupés par les conséquences pour les travailleurs... autrement dit par les réactions que ces derniers pourraient avoir, et la démagogie coule à flot.

La «gauche» et surtout le PCF, s'agitent beaucoup pour détourner le mécontentement à son profit. A voir le plan «d'action» en cours, on peut saisir sans peine les intentions : Qu'on en juge :

— manifestation le 8 janvier 1977 (samedi) à Thionville (à l'appel de tous les syndicats)

— réunion le même jour à Montigny-les-Metz des maires de Moselle (à l'initia-

tive du PCF) et «marche» prévue des maires du bassin sidérurgique de Moselle et de Meurthe-et-Moselle pour aller voir Barre à Paris.

— réunion le 10 de la Commission exécutive de la Fédération régionale des mineurs de fer de Lorraine CGT

— le 11 à Uckange, assemblée des militants CGT de la sidérurgie

— le 13 «réception» de l'intersyndicale par le préfet de Lorraine

— le 14, réunion à Metz des militants CGT chimie et construction, à Nancy pour ceux des banques, assurances et sécurité sociale

— le 17, réunion à Epinal des militants CGT textiles, etc.

Tout cela débouchera, selon les pontes CGT et CFDT, sur une «journée régionale interprofessionnelle d'action et de manifestations» lors de la première quinzaine de février !

A en voir la préparation,

on peut s'attendre à un encadrement particulièrement soigné sur tous les plans : service d'ordre et contenu, c'est-à-dire tout pour le Programme commun !

Déjà au mois d'octobre à Metz, et le 8 janvier à Thionville, les travailleurs ont pu s'en rendre compte ! Ainsi le 8, après quelques bousculades, le PCF a tenté de couvrir les mots d'ordre des marxistes-léninistes de l'HR à l'aide d'un camion sono.

Selon leurs propres paroles, les mots d'ordre du genre «Programme commun, programme bourgeois» et «Ni plan Barre, ni Programme commun, dictature du prolétariat» leur sont totalement insupportables.

NOS TÂCHES

C'est justement de cela que nous devons convaincre les travailleurs : que le Programme commun (tout comme le plan Barre) est un programme bourgeois qui ne vise, lui aussi, qu'à leur faire payer les frais de la crise, à freiner et briser leur lutte et à préserver et sauver le capitalisme, tout en en renforçant l'aspect monopoliste et bureaucratique à l'image de l'URSS, de la Pologne et autres «soi-disant pays socialistes de la zone d'influence du social-impérialisme.

Seule la révolution prolétarienne en abattant le capitalisme mettra fin aux crises, au chômage, à la misère.

Et pour y parvenir, il faut en premier lieu que la classe ouvrière s'arrache à l'influence révisionniste, se débarrasse des illusions électoralistes. Et il faut pour cela qu'elle renforce et édifie son parti prolétarien, le Parti communiste marxiste-léniniste.

Les marxistes-léninistes doivent être au cœur des luttes, travailler à ce qu'elles se mènent sur des bases de classe, contribuent à l'unité de la classe : français, immigrés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, et permettre le développement de la démocratie la plus large, la démocratie prolétarienne.

Ils doivent soutenir les revendications et les formes de lutte dans ce sens, unifiantes pour la classe, non défaitistes.

Ils doivent avoir confiance dans la grande masse des travailleurs, ne jamais se couper d'elle, savoir tracer des perspectives révolutionnaires à leur combat et ne faire aucun compromis avec le révisionnisme.

Rendre confiance à la classe ouvrière, l'arracher au révisionnisme, la préparer et l'organiser pour la Révolution prolétarienne : telles sont nos tâches. La crise actuelle, en Lorraine en particulier, constitue pour les accomplir des conditions particulièrement favorables.

Bronze industriel (Bobigny)

La lutte continue la solidarité se renforce

Le conflit se poursuit au Bronze Industriel où les discussions avec la direction sont rompues et où les travailleurs font preuve d'une toujours grande détermination.

Après le retrait vendredi dernier des intérimaires, cette semaine ne se présente pas mieux pour la direction : les travailleurs l'ont commencée lundi, à l'appel de la CFDT, par une manifestation décidée et grossie par les délégations d'entreprises voisines : équipement, Bendix, PTT, Sauvegarde, etc.

Partie de la Maison du peuple, elle s'est rendue à l'usine où l'on a pu voir les hommes de la milice se précipiter à leur poste et mettre des lances d'incendie en batterie ! (A noter que ces individus sont en «civil» et que certains d'entre eux ont tenté récemment de se mêler aux ouvriers pour mieux les espionner).

Pendant que les travailleurs lançaient des mots d'ordre, plusieurs motions protestant contre la présence d'une telle milice furent remises à un membre de la direction ; celle-ci en avait déjà reçu de nombreuses !

C'est que la solidarité se manifeste toujours plus amplement : les collectes se sont développées dans les entreprises (après celles au marché de Bobigny le week-end dernier : 930 F et 360 F).

La section CFDT a pu sortir une affiche popularisant la lutte et appelant à la solidarité (cette section, comme on le voit, est active et souvent à l'initiative : l'article mensonger paru dans l'«Huma» la semaine dernière n'a pourtant pas été rectifié, malgré la lettre de protestation envoyée à ce journal le 6.

La direction qui a encore refusé toutes les revendications, a tenté mercredi une manœuvre de division : elle a d'un côté diffusé à tous un tract justifiant son refus et de l'autre, aux seuls ouvriers de la fonderie (le secneur clé !) un tract, en français et en arabe, où elle se montre disposée à leur accorder quelques avantages... à condition qu'ils reparaissent bien sûr !

Les travailleurs ne tomberont pas dans un piège aussi grossier !

Ils continuent la lutte.

A Grenoble CONVERGENCE DE LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS

La SAGEP (traitement d'informatique), l'Imprimerie Générale, la MSC (quartier «les Alpains»), l'Oiseau bleu (Centre d'hébergement pour femmes en détresse) : 4 secteurs où les travailleurs ont été victimes de licenciements, d'abus de pouvoir des patrons et de manoeuvres démobilisatrices des cadres CGT. Mais aussi 4 secteurs où ces travailleurs ne se découragent pas, s'unissent pour faire front à la bourgeoisie de tout poil (à celle de droite comme à celle de gauche).

Samedi 8 janvier, au Centre Social Chorier-Berriat (comme il avait été indiqué sur l'HR du 29 décembre et du 6 janvier), ils se sont tous réunis pour une fête. Il y avait là une soixantaine de personnes et, en plus d'un buffet bien garni et soigné, une grande banderole avec comme inscription : «Luttons contre les licenciements» ; et contre les murs des panneaux évoquant avec précision la lutte que mènent les travailleurs de l'Imprimerie Générale depuis le 11 décembre.

Au début de la soirée, une intervention des licenciés de chaque secteur, sur leur combat (débrayages, tracts, assemblées générales) et leurs objectifs.

Leurs objectifs maintenant, après les licenciements :

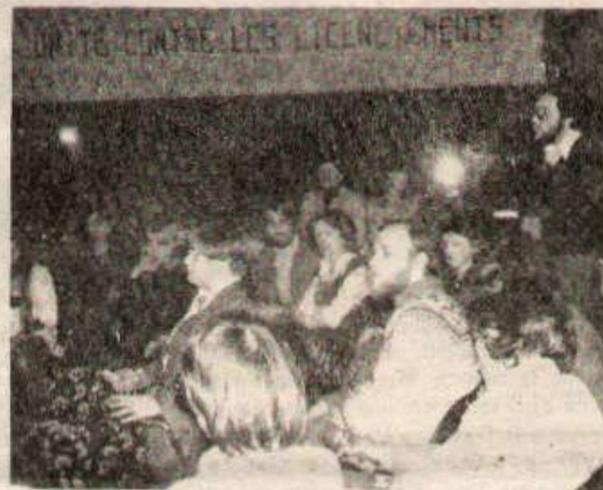
1) la constitution d'un comité de soutien à l'intérieur des entreprises.

2) des permanences tenues régulièrement où tous les travailleurs de Grenoble victimes et des licenciements et de la collaboration de classe des appareils du Programme commun (PC-CGT) pourront venir discuter avec leurs camarades des autres entreprises, s'organiser et forger l'unité des travailleurs.

Une prochaine réunion a été fixée pour le vendredi 14 janvier, à 18 h 30, à la Bourse du Travail - 1er étage-salle 5.

Le silence de la presse

Les licenciements, le chômage s'intensifient à Grenoble, fief de la bourgeoisie «de gauche». La presse mo-



Au cours de la fête du 8 janvier.

nopolisée par le «Dauphiné Libéré», n'est guère bavarde pour informer la population.

Par contre, quand il s'agit de célébrer la gloire des notables régionaux, là on en a des tartines. Or nous apprenons chaque jour qu'il y a ici luttes, là licenciements et souvent les deux à la fois.

Chez LOU : fabrique de bonneterie

Rue Général Ferrié, (1000 ouvrières) il y a eu 5 jours de grève, début dé-

cembre, pour réclamer leur prime de fin d'année de 700 F que le patron voulait leur supprimer. Résultat : elles obtiennent 400 F, mais il leur supprime les 5 jours de grève de leur salaire. De plus, LOU ayant déjà été 4 fois en liquidation judiciaire, les ouvrières travaillent au rendement avec de très bas salaires, un encadrement étroit et répressif. On peut, sans extrapoler, envisager à bref délai d'autres luttes et menaces de licenciements.

Correspondant HR.



Quand la presse révisionniste demande d'avoir plus de publicité

Depuis quelques temps déjà, les dirigeants révisionnistes du PCF, ont lancé un journal spécial pour les entreprises, il s'appelle «Action». Comme tous les journaux bourgeois, il est financé en partie par la publicité capitaliste, c'est-à-dire que tout en prétendant combattre le patronat, c'est celui-ci qui les subventionne ! Dans le numéro de décembre d'«Action», les révisionnistes réclament encore plus de publicité !

Journal :

Toutes les démarches effectuées par l'Agence Centrale de Publicité pour obtenir de la publicité dans «Action» se sont heurtées à un refus systématique des grandes firmes contactées. C'est la vengeance mesquine du grand patronat envers un journal qui défend les travailleurs et contribue au développement de leurs luttes.

Avec votre aide, nous continuerons à dénoncer ce scandale et à exiger, pour que votre «Action» vive, qu'il ait droit, au même titre que d'autres périodiques, à la publicité des grandes firmes.



L'Etat capitaliste ... et la corruption des hauts-fonctionnaires

La bourgeoisie capitaliste, c'est-à-dire les patrons, pour protéger ses biens et assurer l'exploitation du peuple, a mis au point un appareil d'oppression destiné à encadrer les travailleurs : l'Etat capitaliste.

Lorsque les conflits sont durs, lorsque la lutte de masse remet en cause son pouvoir, la bourgeoisie utilise l'armée contre les travailleurs (armée, police, gendarmes, CRS) pour se protéger. Les exemples de répression des grèves, des manifestations, d'expulsions ne manquent pas !

Mais en temps «normal», c'est à travers l'administration de l'Etat que le bourgeois fait appliquer sa politique. Et afin d'avoir un corps de hauts fonctionnaires serviles et entièrement à sa dévotion, elle sélectionne ses serviteurs au moyen d'un système de véritables «pots de vin» légaux. Elle s'appuie sur la corruption des hauts fonctionnaires.

Qu'on en juge !

Prenons l'exemple du ministère de l'Agriculture :

Dans un département, chaque fois que la Direction départementale de l'Agriculture (DDA - Génie rural) effectue un «travail» (remembrement, assainissement, barrages, chemins ruraux, etc.) dans une commune, celle-ci lui doit des «honoraires» qui s'élèvent à 2, 3 ou 4 % du montant

total des travaux, et qui sont payés en définitive par les impôts, ou directement par les paysans dans le cas du remembrement.

Ces sommes récoltées vont dans une caisse commune : le «fonds commun». Pour une DDA employant 150 personnes, cette caisse peut s'élever jusqu'à 150 millions d'AF par an, pour un seul département !

C'est avec ce fonds que sont payées les primes de fin d'année. Pour une DDA de l'Est, voici approximativement la répartition de ces primes :

FONCTION	SALAIRE / MOIS	PRIME / ANNEE
Directeur départemental	8 000	50 000
	à NF 12 000	à NF 60 000
Ingénieur	3 000	20 000
	à NF 6 000	à NF 35 000
Secrétaire	1 700	1 000
	à NF 2 300	environ NF

... Et pour les contractuels et les auxiliaires, qui représentent la moitié du personnel (tous les chefs sont fonctionnaires évidemment !) les primes sont une aumône : 150 à 300 F pour un dessinateur ou une secrétaire !

Ainsi, plus la DDA fait de remembrement, plus gros sont les barrages, etc., plus la prime est rondelette pour les hauts fonctionnaires.

Ce système est généralisé dans toute l'administration : les hauts fonctionnaires des impôts sont au pourcentage sur les redressements, ceux des douanes sur les prises, ceux de l'équipement au km de goudron... etc.

Il en est de même de la justice, des hôpitaux... et avec le même type de répartition !

Les chiffres sont révoltants : dans ce même départe-

tement, le directeur des impôts touche 12 millions en plus de son salaire, le trésorier payeur général 20 millions d'AF.

Et lorsqu'on cherche du côté de l'administration centrale, les chiffres deviennent astronomiques...

Des syndicalistes nous écrivent

A propos de la «chasse aux sorcières» dans la CFDT

Le conseil syndical du Betor (syndicat parisien CFDT des bureaux d'études) regroupant les représentants de 24 sections syndicales d'entreprise, et réuni le 18 décembre dernier a adopté à l'unanimité une motion condamnant les récentes mesures prises par la direction confédérale à l'encontre de militants, sections et organisations dont l'UD Gironde et l'UL 8/9e de Paris.

Voici quelques extraits de la lettre et de la motion que nous ont envoyées des syndiqués du BETOR.

«... Il s'agit pour un fort courant réformiste dominé par le PS de prendre avec la CFDT la même voie que le PCF avec la CGT : briser les luttes, contrôler et museler la classe ouvrière pour imposer puis maintenir l'Union de la Gauche au pouvoir.

Sous couvert de «démocratie syndicale», le but de ce courant est la prise en main bureaucratique des structures et pour cela l'étouffement de certaines divergences et la liquidation des mi-

litants ou secteurs CFDT qui mènent la lutte de classe résolument sans répandre d'illusions sur les élections de 1978 (...)

Le terme de «chasse aux sorcières» est donc dangereux car il laisse entendre que la confédération a décidé subitement d'éliminer quelques militants «qui ont fait des conneries».

C'est ressenti comme cela par de nombreux militants et quelques permanents de la CFDT.

Or il s'agit d'une opération de grande envergure qui aura, si nous ne réagissons pas immédiatement, des conséquences graves pour la classe ouvrière et la lutte de classe.

En ce qui concerne les luttes, de plus en plus, la confédération n'apporte aucun soutien, voire condamne des sections qui mènent des luttes dures en utilisant des moyens illégaux ou cherchent des formules nouvelles d'action : condamnation de la coordination des luttes, des comités de soutien etc.

Nous ne devons pas nous contenter de répondre aux

attaques coup pour coup. Nous devons riposter et lancer le débat de fond sur la démocratie et la lutte classe contre classe, en dénonçant l'objectif final de la confédération.

Des syndiqués du BETOR.

Extrait de la motion

«... En conséquence nous demandons :

- 1) L'annulation de la décision suspendant l'UD-Gironde,
- 2) Une large information précise et contradictoire dans Syndicalisme-Hebdo et dans la presse syndicale sur ces problèmes.

Nous mandatos pour en débattre nos représentants à la Fédération des services et à l'UD Paris.

Ceci allant dans le sens d'une pratique syndicale démocratique que nous avons toujours défendue comme par exemple lorsque nous avons condamné les auteurs irresponsables de l'affiche fabriquée dans les locaux de l'UL 8/9e tout en nous étant opposés à la réponse brutale apportée par la commission exécutive de l'UD-75.

Adoptée à l'unanimité du Conseil

Foyer de l'enfance de Brétigny (Essonne)

Licenciement de 106 travailleurs sociaux

En septembre dernier, les travailleurs du Foyer de l'enfance s'opposaient victorieusement au licenciement de 3 éducateurs par une grève d'une dizaine de jours.

A l'époque, nombre de grévistes étaient plein d'illusions sur le soutien du PCF local (la municipalité est de «gauche»). Celui-ci, intervenu auprès du Préfet, cherchait à récupérer la lutte (ce qui ne l'empêchait pas de coller sur les affiches des grévistes) et s'attribuait la victoire.

Aujourd'hui, le Préfet revient à la charge et de-

mande d'abord, à la veille de Noël, 22 licenciements. Le 3 janvier, quand le personnel (106 personnes) se présente, c'est pour apprendre qu'il est licencié !

Et les grévistes qui, hier avaient fait confiance au PCF, se retrouvent alors désorganisés, divisés, démobilisés, ce que souhaitent sans doute les révisionnistes (pas de conflit dur à l'approche des municipales !)

Le personnel pourra faire échec aux licenciements s'il ose lutter, s'unit pour cela et reprend confiance en lui-même (et non dans les bulletins de vote du PCF).

lutte de la classe ouvrière et de ses alliés, y compris la masse des petits fonctionnaires, contractuels et employés dans l'administration, payés à «coups de trique» et dont nombre d'entre eux n'ont même plus la sécurité de l'emploi !



Toulouse

L'OPHLM rénove le Récébédou Les locataires refusent d'en faire les frais

Modeste cité de maisons jumelées avec jardinets le Récébédou a été construit en 1936 pour loger des réfugiés espagnols. Il est habité par une population ouvrière dont plus de la moitié est maintenant à la retraite. Située à la sortie de Toulouse en dehors de la «ville» il a été laissé à l'abandon par l'OPHLM qui la gère depuis 1949 et est devenu propriétaire du terrain (43 ha) en 1973.

Depuis plus de 20 ans l'OPHLM n'a pas débloqué un sou pour l'entretien. Ce sont les locataires eux-mêmes qui ont dû faire à leurs frais les réparations nécessaires, retapisser les pièces, installer l'eau chaude et le chauffage etc.

Et maintenant l'OPHLM veut les expulser pour faire une opération de «rénovation».

C'est que depuis l'extension de la zone industrielle de Toulouse et la présence toute proche de magasins à grande surface le terrain à pris de la valeur. Comme tout bon promoteur capitaliste, l'OPHLM veut rentabiliser en construisant une cité aux loyers plus élevés.

Cette recherche du profit est flagrante. Les nouvelles maisons qui ont déjà été construites ne sont pas plus solides que les anciennes. Par contre l'office fait des économies de bouts de chandelles au détriment même de la sécurité des habitants. Les escaliers sont trop étroits pour les personnes âgées, rien n'est prévu pour les invalides, les trottoirs neufs s'effondrent. C'est du clinquant au moindre frais : chaque appartement a son petit carré de moquette... mais pour aller au jardin il faut passer par la salle à manger avec la brouette.

L'OPHLM TOMBE LE MASQUE

Cet office public soi-disant «au service du progrès social pour tous, notamment pour les populations les plus défavorisées» expulse bel et bien les locataires en employant toutes les méthodes des promoteurs capitalistes.

En février 76, il a fait planer sur la cité un «projet de rénovation» sans jamais en informer clairement les locataires. Il s'agissait de détruire les maisons pour en construire d'autres très vite. Le 31 août, une lettre avertissait

un certain nombre de locataires que les travaux allaient commencer et leur conseillait de profiter du premier week-end de septembre pour déménager.

Le 6 septembre, les bul-



La construction des maisons perturbe la vie de la cité et met en danger la sécurité des habitants souvent âgés qui pour sortir de chez eux sont obligés de passer par ce chemin boueux, glissant et encombré de matériaux.

Dernièrement une femme s'est blessée en tombant dans une ornière.

dozers sont devant les portes, les maisons sont rasées. Trente mille familles sont expulsées alors qu'il leur sera impossible de payer les loyers des maisons neuves construites pendant l'été qui se montent de 500 F à 700 F. L'OPHLM prévient donc les familles au dernier moment, exerce des menaces et des pressions pour qu'elles partent d'elles-mêmes en envoyant à chacune des demandes de mutation à signer. Il ne recule devant aucune manœuvre pour intimider et diviser les habitants.

LES LOCATAIRES S'ORGANISENT

En juillet a été créée une association pour la défense des locataires affiliée à la CNL. Elle fait par-

faite au colloque sur la «qualité de vie» organisé les 15 et 16 décembre par la municipalité de Toulouse avec lecture de la plate forme de l'Union des Comités de quartier et dénonciation des expulsions en cours au Récébédou. Elle a perturbé la «bonne tenue» du colloque et la presse locale l'a répercuté.

IL FAUT FAIRE CÉDER L'OPHLM

L'association a fait des démarches auprès des élus pour ne négliger aucun moyen. Cela a montré par la négative à tous les habitants que la victoire de leurs revendications passe par la lutte. L'attitude des élus, de droite comme de «gauche», faite d'inertie ou d'un semblant de vaine agitation, a renforcé la détermination et l'unité des habitants. En même temps l'association multiplie le porte à porte, renforce les liens des gens entre eux, informe les habitants au jour le jour, explique la nécessité de ne pas signer les demandes de mutations, s'efforce de regrouper tous les locataires dans la lutte.

Bien qu'il s'obstine encore à ne pas vouloir reconnaître l'association de défense l'OPHLM sera bien obligé tôt ou tard de céder face à cette lutte dont la popularité est grande.

Les locataires imposent leurs revendications, notamment :

- pas une seule expulsion
- libre choix pour les habitants de rester dans leur maison en exigeant des réparations ou d'accepter une maison neuve à condition d'une augmentation progressive de loyer.

Les habitants à la retraite disaient : «Les vieux ils nous traitent comme du bétail; tant qu'on travaillait en ville on rapportait; maintenant on peut crever.»

Mais dans la lutte, tous les locataires s'unissent, vieux et plus jeunes, pour refuser de faire les frais de la rénovation capitaliste entreprise par l'OPHLM !

Soutenons et popularisons la lutte du Récébédou!

informations générales

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Brétigny

Les communistes marxistes léninistes à l'offensive

Les militants de L'Humanité rouge ont organisé dimanche dernier dans le cadre de la campagne de soutien une souscription de masse sur le marché de la ville.

Un panneau expliquait, avec caricatures et dessins à l'appui, la nécessité de soutenir L'Humanité rouge. Il y avait une table de presse avec des calendriers, des brochures et les classiques du marxisme-léninisme.

En même temps, nous avons appelé par des interventions à la sono les travailleurs à lutter aussi bien contre le plan Barre que contre le Programme commun, solutions bourgeoises à la crise que dénonce notre journal.

Nous avons rendu plusieurs hommages à Mahmoud Saleh, combattant palestinien assassiné par les sionistes.

Entre ces prises de parole étaient diffusés des chants de lutte palestiniens. Cette initiative nous a permis de recueillir une souscription, certes encore modeste, mais c'est un pas que nous avons franchi dans l'élargissement du soutien au journal. Et nous allons nous efforcer de continuer dans ce sens afin de mieux faire connaître le seul quotidien authentique du prolétariat révolutionnaire de France, le seul à diffuser les idées des communistes marxistes-léninistes.



Communiqué de l'administration

Le 2e tirage des calendriers 77 est épuisé : il ne faut donc plus passer de commande.

Nous demandons :

1) aux camarades qui ont joint le paiement à leur commande de calendriers et qui n'ont pas reçu ceux-ci, ou seulement une partie, de nous indiquer s'ils désirent que cet argent soit versé en souscription, serve d'avoir pour d'autres règlements, ou leur soit retourné.

2) aux camarades disposant encore de calendriers qu'ils ne peuvent plus diffuser, de renvoyer ceux-ci à l'administration du quotidien. Ceci dans le but de pouvoir effectuer les commandes qui n'ont pu être satisfaites.

Par la même occasion, nous signalons à tous nos lecteurs que des cartes postales sont encore disponibles. Passez vos commandes. 2 F la carte postale.

L'administration d'HR.



culturel

La parole aux enfants du peuple (1)

Où, les enfants ont leur place dans la Révolution prolétarienne. L'école capitaliste veut faire oublier aux enfants de travailleurs quels sont leurs intérêts véritables. Elle essaie de leur donner honte de leurs parents et de leur origine de classe. Tout est fait pour empêcher les enfants de s'exprimer sur leurs conditions de vie, de logement, sur le travail et les luttes de leurs parents.

Les enfants de travailleurs refusent ce monde de conte de fée dans lequel la bourgeoisie veut les cantonner avant de les jeter au chômage.

Ernest et Luc Duan, âgés de 14 et 17 ans, prennent part à un combat à l'arme blanche au parc d'Issy. Tombés sous les balles versaillaises pour protéger le drapeau de la barricade ils seront relayés par leur père qui empoigne leurs armes pour la défense de la Commune. Voilà le conflit des générations relégué au rayon des vieilleries.

A partir d'aujourd'hui, nous commençons la publication de poèmes écrits dans un CES par des élèves en classe de cinquième.

En guise d'introduction

Chers camarades, J'ai lu avec intérêt la nouvelle de D. Pagelle dans notre quotidien et cela me rappelle les petites «nouvelles» et poésies écrites par mes élèves de 6e et de 5e, presque tous d'origine populaire.

Pourquoi n'y a-t-il pas, de temps en temps une rubrique ainsi présentée «La parole aux enfants du peuple» ?

Les textes que je vous envoie me paraissent illustrer les qualités des enfants du peuple : profond sens de la justice, chaleur, solidarité, courage. Bien sûr, ils ne sont pas «parfaits», souvent ils manquent de l'espoir que les plus grands acquièrent dans la lutte et l'organisation.

Mais on peut rêver aux mille talents qui s'épanouiront dans le peuple lorsque l'école capitaliste aura été abattue et que ne seront plus niées, écrasées la personnalité et les qualités des enfants du peuple, comme maintenant, et de plus en plus, avec la Réforme Haby qui veut arracher ceux-ci à leur milieu «socio-culturel défavorisé».

Ce n'est pas spontanément, en effet, que les enfants du peuple expriment leurs sentiments de classe car la bourgeoisie prend soin de ne jamais leur parler d'eux-mêmes sauf pour les mépriser.

Ainsi, au début de l'année, ces mêmes élèves décrivent l'ouvrier comme un ivrogne, un être sale, laid, grossier et même bégue.



Dans toutes les grandes luttes, les enfants de travailleurs sont aux côtés de leurs parents.

Lorsque je leur fis remarquer que leurs parents étaient aussi des ouvriers, il y eut un grand silence,

ils ne voyaient pas leurs parents ainsi, mais c'était l'image que la bourgeoisie leur avait inculquée d'eux-mêmes depuis le début.

Plusieurs des élèves dont j'envoie les textes ont été jugés «inaptes» à poursuivre leurs études au CES, l'un d'eux, l'auteur du «plâtrier» trop «mauvais» pour le CES et trop «bon» pour le CET (en passant, cela nous montre tout le mépris de la bourgeoisie pour le travail manuel et technique), en somme bon «à rien».

Tous ces textes ont été écrits en classe. Une camarade.

Texte écrit par une élève deux mois avant la libération totale du Vietnam.

LEVEZ-VOUS

Après avoir parlé de la lutte de libération des peuples d'Indochine dont la victoire (au moment où le texte est écrit) est proche, le poème aborde la situation misérable des travailleurs exploités par le capitalisme et les appelle au combat.

Vous vivez misérablement, dans un travail permanent. Vous êtes abaissés, vous devez vous relever avec fierté.

Vous êtes fatigués, abusés, Car vous travaillez dans les affreuses conditions que vous imposent les patrons.

Vous êtes courageux ! Vous êtes nombreux ! Vous êtes affamés, Vous travaillez pour les patrons sans aucune raison.

Vous les faites vivre,

Ils vous font souffrir. Vous leur faites tous les mauvais travaux Qui pour eux seraient trop brutaux !

Vos bras sont brisés, Vos lèvres sont serrées, Vos mains enchaînées. Détachez les liens de votre servitude Avant que cela ne devienne une habitude ! Ne leur faites plus leur pain Comme vous le faisiez chaque matin. Ne travaillez plus durement Avant d'avoir obtenu un printemps. Vos enfants sont malheureux Délivrez-vous pour eux ! La justice n'est plus qu'injustice ! Vous n'avez plus le droit d'obtenir vos légaux droits !

Ils vivent dans le luxe, Vous vivez dans la misère. Est-ce juste ? Est-ce légal ?

Luttez ! Combattez ! Pour devenir ce que vous devriez être !

Se redoublante, fille d'agent technico-commercial, passe en 4e.

La diffusion des films du tiers monde s'organise en France

Les impérialistes et les sionistes disposent de tous les moyens possibles pour leur intoxication. De plus en plus les pays du tiers monde développent leur propre production cinématographique au service de leurs luttes. En France des circuits de distribution de films du tiers monde se mettent en place. Ces centres de distribution se sont signalés déjà par plusieurs initiatives.

Le comptoir du film africain

Le Comptoir du film africain a distribué «Muna Moto» de Jean-Pierre Dikongue Pipa. Le but que se fixe le CFA est de recenser et faire connaître les films africains. Il est déjà en relation avec vingt cinéastes africains. Le promoteur de cette initiative n'entend pas exercer le monopole de ces films. Il espère être rapidement relayé par les Africains eux-mêmes.

La Société de diffusion internationale des films du tiers monde

En août 76, Ali Ghalem (réalisateur algérien de «Mektoub» et de «L'autre France») a fondé la Société de diffusion internationale des films du tiers monde. Il entend promouvoir non seulement les films des trois continents mais aussi des films d'auteurs progressistes.

Ali Ghalem dispose d'un réseau de correspondants dans trente pays. La DIFTM se veut un instrument de liaison entre le tiers monde et l'Europe pour une meilleure circulation réciproque des films.

3 salles parisiennes travaillent en liaison avec lui : le Saint-Séverin, le Cinoche Saint-Germain et l'un des trois studios Haussmann. Mais ce qu'il entend faire, outre la distribution commerciale, c'est de favoriser les locations dans le secteur

culturel, où il dispose d'un réseau d'une centaine de centres à Paris et en province.

La Newin-production

C'est elle qui distribue le film «France Mère patrie» de Guy Barbero. Elle est animée par le cinéaste tunisien Ridha Behi, auteur de «Soleil des hyènes» avec le concours des critiques arabes et français : Tahar Cheriaa, Mohand Ben Salama, Claude Michel Cluny, Khemaïs Khayati.

Leur but : faire connaître ces films du tiers monde dont on parle mais qu'on ne voit presque jamais. L'AFCAE (Association française des cinémas d'art et d'essai) leur a confié la programmation du «Jean Renoir» à Paris. Newin est un centre de diffusion mais aussi de financement des films du tiers monde. A Lyon un accord a été conclu avec le Familia. Le responsable de ce cinéma, le Tunisien Fitouri Belhiba et son équipe Écrans du tiers monde l'ont orienté en direction des travailleurs immigrés à qui ils proposent des films du tiers monde. Le tiers monde, force motrice de l'histoire, doit prendre la place qui lui revient au niveau culturel. Dehors les films impérialistes et sionistes, ! Place au cinéma du tiers monde !

Trois adresses qui peuvent éventuellement être utilisées pour une location de film pour une réunion publique ou un meeting.

Comptoir du film africain : 88 Boulevard Auguste Blanqui, 75013 Paris tél : 707-18-78

Diffusion internationale des films du tiers monde, Studio Marcadet, 34, rue Marcadet, Paris tél : 255-43-29.

Newin Productions : 154 rue Robert-Villoing, 78500 Sartrouville, tél : Mohand Ben Salama 17-45-08.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

Le point sur la « bande des quatre » (1)

Dans l'avion qui nous menait à Canton puis à Pékin, les camarades interprètes sans profiter de cet instant de repos, nous traduisaient le Renmin Ribao ; celui-ci était rempli de témoignages ou déclarations d'ouvriers, paysans et soldats qui dénonçaient la bande des quatre ; ces articles rédigés par des travailleurs eux-mêmes venaient des quatre coins du pays : ils reflétaient tous ce que les gigantesques manifestations d'octobre avaient montré par ailleurs, le soulagement et l'enthousiasme des très larges masses devant l'élimination de la bande des quatre et la nomination de Houa Kouo-feng à la présidence du Parti.

Comment interpréter un mouvement qui a donné lieu aux plus impressionnantes manifestations de masse depuis la Grande Révolution culturelle sinon comme la preuve d'aspirations extrêmement profondes des masses populaires ?

De l'avis des camarades interprètes, le style même du Renmin Ribao contrôlé quelque temps auparavant par les quatre avait changé : de stéréotypé, ennuyeux et plein de slogans, il était redevenu un organe central au style vivant et animé.

A Hainan même nous avons pu constater une mobilisation sérieuse : ce n'était pas simplement dans l'île une dénonciation des quatre sur la base des méfaits de leur orientation politique mais aussi sur la base de leur comportement. Ceux qui à Hainan, où elle était venue souvent, avaient connu Kiang Tsing n'avaient pas reconnu dans ses attitudes une dirigeante communiste : elle était là lors du tournage du « Détachement féminin rouge » et se comportait en grande dame ; elle venait souvent prendre du bon temps à Sanya.

Lorsqu'elle se baignait, elle faisait mobiliser la flotte de guerre, car le mouvement des bateaux à l'entrée de la baie éloigne les requins ; puisqu'elle était l'épouse du président Mao, partout où elle allait, elle se présentait en porte-parole de Mao Tsé-toung de façon à impressionner les gens et les faire taire ; un jour, des pêcheurs d'une île proche, demandèrent à Kiang Tsing de venir les rencontrer, mais Kiang Tsing les envoya promener disant qu'elle avait mieux à faire.

Tout cela, ainsi que d'autres anecdotes c'était de simples travailleurs, qui avaient eu à côtoyer Kiang Tsing, qui le rapportaient. De tels comportements bourgeois et indignes d'une dirigeante communiste avaient été dénoncés à la télévision par les anciens paysans pauvres et moyens-pauvres de la brigade de production modèle de Tatchai.

Qui peut mettre en doute l'expérience de ces travailleurs ?

Avant l'élimination de la bande des quatre, déjà ils portaient une haine de classe à Kiang Tsing.

Lorsque celle-ci, qui en voulait à Tatchai de lier ardemment révolution et production, accusa les membres du parti de Tatchai « d'avoir appliqué des directives révisionnistes » et d'être politiquement arriérés, Kouo Feng-lien, la secrétaire de la cellule du Parti de la brigade lui répondit :

« Nous gens de Tatchai, nous avons toujours lutté contre le révisionnisme. Si l'on formule avec bienveillance des

critiques et des remarques à propos de nos insuffisances dans notre travail, nous sommes prêts à les écouter avec modestie, nous sommes déterminés à nous corriger consciencieusement. Mais si l'on nous accuse d'avoir appliqué des directives révisionnistes, nous ne pourrions jamais l'accepter ! ».

En somme les ouvriers, paysans et soldats chinois avaient déjà pu, par leur pratique avant l'élimination de la bande des quatre, démasquer derrière les prétendus « combattants émérites » de la Grande Révolution culturelle prolétarienne des représentants typiques de la bourgeoisie dans le Parti.

Nous mesurons là le fossé immense entre la réalité enthousiasmante et les insinuations malveillantes de la presse capitaliste et révisionniste. Comme personne chez nous n'a eu à faire à la bande des quatre, il serait bon de faire le point sur la lutte engagée par le président Mao en personne contre eux : une preuve importante de cette lutte ne doit pas être oubliée : c'est le président Mao en personne qui, après le décès du camarade Chou En lai, premier ministre respecté et bien-aimé, proposa en avril 1976 le

Mao et le Comité central du Parti menaient la campagne contre Lin Piao et Confucius, les quatre avaient déclenché « une campagne contre les arrangements par derrière et le piston », cela amenait à courir plusieurs lièvres à la fois et affaiblissait la campagne centrale.

Aussi le 15 février 1974, le président Mao fit une annotation : « A présent, la métaphysique fait rage : à l'unilatéralité de Lin Piao et Confucius on a ajouté la critique des arrangements par derrière, cela risque d'affaiblir la critique de Lin Piao et Confucius ».

Mécontent de ces initiatives des quatre, le président Mao écrivit à Kiang Tsing le 20 mars 1974 :

« Il est préférable de ne pas nous rencontrer. Sur de nombreuses questions, tu n'as pas agi comme je t'avais autrefois, pendant plusieurs années, dit de le faire.

« A quoi bon nous rencontrer souvent ? Les œuvres de Marx et de Lénine sont là, mes écrits aussi et tu ne les étudies pas. Je suis gravement malade et j'ai 81 ans. Tu n'as aucune pitié pour moi : tu as des privilèges, mais quand je serai mort, que fe-

Et il devait encore dire, inquiet de la conduite de Kiang Tsing qui se montrait partout : « Elle ne me représente pas, elle ne représente qu'elle-même ».

Un peu plus tard, le 12 novembre 1974, le président Mao écrivit cette orientation sur une lettre à Kiang Tsing :

« Il ne faut pas trop apparaître en public. N'écris pas trop d'annotations sur les textes. Ne te charge pas de nommer le cabinet et de jouer le patron en coulisse. Tu t'es attirée beaucoup de rancunes. Il faut t'unir à la majorité. Ce conseil, je te le donne avec sincérité : il est une qualité de prix c'est de pouvoir se faire une juste idée de soi-même ».

En novembre et décembre de la même année, au niveau des autorités centrales, on s'appretait à convoquer la 4e Assemblée nationale populaire. La bande des quatre avait envoyé en octobre, à l'insu du Bureau politique du Comité central, Wang Hong Wen en province pour voir le président Mao et calomnier le premier ministre Chou En-lai et le faire remplacer.

Le président Mao condamna fermement Wang Hong Wen et il devait déclarer en novembre.

« Kiang Tsing a de l'ambition. Ce qu'elle veut, c'est que Wang Hong Wen soit président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et qu'elle-même soit présidente du Parti ».

Et il répéta le 23 décembre 1974 : « Kiang Tsing a de l'ambition : en a-t-elle ? Je crois que oui », et le 24 décembre à l'intention des quatre il redit :

« Ne formez pas de secte, sinon, vous allez tomber ».

Le lendemain, le 26 décembre 1974, le président Mao donna une instruction sur la nécessité d'étudier la théorie de la dictature du prolétariat pour prévenir le révisionnisme. Mais eux, ont présenté l'empirisme comme danger principal ce qui changeait le contenu de la directive du président Mao. C'est ainsi que le 1er mars 1975, peu de temps après son accession au poste de directeur du Département politique général de l'Armée populaire de Libération, Tchang Tchouen Kiao, pour commenter la directive de Mao, déclara que l'empirisme était le danger actuel principal et recommanda de prendre la lutte contre l'empirisme comme axe.

Kiang Tsing fit de même et les mass-média, qu'ils contrôlaient, développèrent ce point de vue.

C'est alors que le président Mao riposta à cette campagne des quatre. Le 23 avril 1975, il rédigea une observation de critique en marge d'un rapport indiquant que c'est une erreur de considérer l'empirisme comme le danger principal actuel. Il écrivit :

« La formulation devrait être celle-ci : lutter contre le révisionnisme, ce qui implique lutter contre l'empirisme et contre le dogmatisme. Car tout deux sont une révision du marxisme-léninisme. Il ne faut pas mentionner l'un en omettant l'autre », « Ils ne sont pas nombreux ceux qui, au sein de notre Parti, ont réellement assimilé le marxisme-léninisme. Certains prétendent l'avoir assimilé, mais en fait ils ne le comprennent guère. Se croyant infallibles, ils font la leçon aux gens à tout propos. C'est là une manifestation de leur ignorance du marxisme-léninisme ».

(A suivre)



Croquis saluant la grande victoire historique sur la bande des quatre : sur la place Tien An Men à Pékin.

camarade Houa Kouo-feng comme premier ministre par intérim. La bande des quatre rêvait de prendre le pouvoir à la mort de Mao Tsé-toung, leur position au sein du Parti leur avait permis jusque là tous les espoirs.

Furieux de la nomination du camarade Houa Kouo-feng comme premier ministre par intérim, ils se déchainèrent. C'est alors que, prévoyant leur complot, le président Mao proposa lui-même de nommer le camarade Houa Kouo-feng comme premier vice-président du Comité central du parti et premier ministre et il lui écrivit peu après de sa main : « C'est toi qui dirige les affaires, alors je suis tranquille ».

C'est ainsi que le président Mao assura lui-même la position du camarade Houa Kouo-feng.

En France, beaucoup de gens furent surpris : la presse avait spéculé sur la succession de Chou En-lai et l'avenir surtout de Wang Hong-wen et Tchang Tchouen Kiao.

Nous ignorions ici que le président Mao avait déjà critiqué et condamné la bande des quatre.

En janvier 1974, alors que le président

ras-tu ? Tu es de ceux qui ne discutent pas les questions importantes mais me soumettent tous les jours des questions insignifiantes. Je te conseille d'y réfléchir ».

Ce n'était pas les seules préoccupations du président Mao concernant l'idéologie de Kiang Tsing. Il avait remarqué l'attitude outrancière et sectaire de celle-ci et il devait lui dire devant le Bureau politique le 17 juillet 1974 :

« Camarade Kiang Tsing, tu dois faire attention : on a des objections contre toi mais on ne tient pas à te les dire en face et tu ne t'en rends pas compte. Il ne faut pas tenir ces deux usines qui s'appellent l'une usine sidérurgique et l'autre usine à étiquettes, ni coller aux gens de graves étiquettes à tout propos. Ce n'est pas bon, prends garde. Toi aussi il t'est difficile de te corriger » et il ajouta : « Prenez garde ! Ne formez pas une petite secte à quatre ».

En disant à Kiang Tsing de ne pas tenir une usine sidérurgique, le président Mao se référait à son attitude consistant à condamner les camarades à tout propos, à les matraquer durement comme avec une barre de fer... et elle avait beaucoup de barres de fer.